



PAR COURRIEL

Québec, le 18 octobre 2024

Madame Natalie Petitclerc  
Directrice générale  
Centre intégré universitaire de santé  
et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec  
858, Terrasse Turcotte  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5C5

**Objet : Accompagnement de la Directrice de la protection de la jeunesse et suivi de la conformité des décisions en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse**

Madame la Directrice générale,

Dans la foulée des sorties médiatiques entourant les cas d'enfants présentement sous enquête par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, soulevant des questions sur la légitimité des décisions prises dans le cadre des interventions de la directrice de la protection de la jeunesse ou de ses représentants, je vous avise que j'ai mandaté Mme **Sonia Mailloux** à titre d'experte externe et accompagnatrice qui agira auprès de la Direction de la protection de la jeunesse de votre établissement.

En vertu du paragraphe c) du premier alinéa de l'article 29 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (chapitre P-34.1) (ci-après « LPJ »), j'ai, à titre de directrice nationale de la protection de la jeunesse, la responsabilité d'exercer les contrôles requis pour assurer que les interventions en protection de la jeunesse respectent les standards généralement reconnus et soient adéquates sur les plans à la fois scientifique, humain et social. À cette fin, je juge nécessaire d'avoir recours à une experte externe afin de me faire rapport sur la situation, et ce, conformément au paragraphe a) de l'article 30 de la LPJ.

De plus, en vertu de l'article 30.3 de la LPJ, je demande que votre établissement me fasse état du plan d'action déjà entrepris et ce, à compter de la semaine du 21 octobre 2024. De même, le suivi du plan d'action et le respect de sa conformité sera effectué par madame Mailloux. De plus, les décisions portant sur la mise en œuvre de celui-ci et visant à ce que les interventions critiques de la directrice de la protection de la jeunesse respectent les standards attendus devront être préalablement validées par l'accompagnatrice.

...2

Enfin, lorsque le rapport sur l'enquête systémique visée vous sera communiqué, je m'attends que vous ajustiez, au besoin, votre plan d'action et que vous en rendiez compte lors des rencontres de suivi dudit plan.

Madame Sonia Mailloux débutera son mandat dès le 21 octobre 2024, et ce, jusqu'à nouvel ordre.

Pour toute question, nous vous invitons à communiquer avec madame Geneviève Poirier, directrice générale adjointe des services à la famille, à l'enfance et à la jeunesse par intérim, par courriel, à l'adresse suivante : [genevieve.poirier@msss.gouv.qc.ca](mailto:genevieve.poirier@msss.gouv.qc.ca)

Veuillez agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice nationale de la protection de la jeunesse  
et sous-ministre associée,



Catherine Lemay

c. c. Mme Geneviève Biron, Santé Québec  
M. Frédéric Abergel, Santé Québec  
M. Daniel Paré, MSSS  
M. Gilles Hudon, CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec  
Mme Martine Scarlett, CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec  
Mme Sonia Mailloux, consultante

N/Réf. : 24-PJ-00171